



# Allocution de Son Excellence Monsieur AHMED ABDALLAH MOHAMED SAMBI, Président de l'Union des Comores, à l'occasion du 15<sup>ème</sup> Sommet de l'Union Africain

publié le 27/07/2010, vu 1916 fois, Auteur : [SAID ISSA](#)

Kampala, du 25 au 27 juillet 2010

Excellence Monsieur le Président de la République de l'Ouganda ;  
Excellence Monsieur le Président en exercice de l'Union Africaine ;  
Excellence Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;  
Honorable Assistance ;

Mes premiers mots, seront des mots de compassion et de solidarité que j'exprime, au nom du peuple et du Gouvernement comoriens ainsi qu'en mon nom personnel, au Gouvernement et à tous nos frères et sœurs Ougandais, à la suite des deux attentats barbares et criminels, perpétrés à Kampala, il y a quelques jours, et que l'Union des Comores condamne avec la plus grande fermeté.

Excellences ; Mesdames et Messieurs ;

Les multiples crises que connaissent certains pays menacent la paix et la stabilité ainsi que le développement de notre continent.

Je voudrais, ainsi, rendre un hommage mérité à nos frères, les Présidents du Soudan et du Tchad, pour avoir permis le retour de la paix entre leurs deux pays, au bénéfice de leurs peuples et de la région toute entière.

J'émets également le souhait de voir nos efforts couronner de succès dans la recherche d'une paix durable en Somalie, ce pays frère qui a tant souffert.

Honorable Assistance,

Permettez-moi de vous apporter quelques éclaircissements sur l'évolution de la situation socio-économique et politique dans mon pays.

Avec la paix retrouvée, l'Union des Comores s'est engagée dans des réformes structurelles en vue de relancer la croissance économique pour lutter efficacement contre la pauvreté.

Ainsi, nous avons pu mobiliser 540 millions de dollars américains en faveur du développement des Comores lors de la conférence sur l'investissement et le développement qui s'est tenue au Qatar.

Nous avons également atteint le point de décision avec le FMI, ce qui va nous permettre de bénéficier d'un allègement de notre dette, au titre de l'initiative PPTE.

Nous avons, par ailleurs, procédé à travers un référendum, à une révision constitutionnelle en 2009 qui avait pour but, non une hypothétique prolongation, comme certains voudraient le faire croire, mais plutôt l'harmonisation des mandats électifs au niveau de l'Union et des îles, afin de réduire le rythme des élections et des scrutins quasi annuels qui devaient se dérouler, sans interruption, de 2006 à 2019.

Cette révision constitutionnelle a ainsi permis l'amélioration de la gouvernance du pays par l'allègement des coûts de ses institutions mais aussi la clarification des prérogatives dévolues aux entités insulaires et à l'Etat central, qui ont été à l'origine des principaux dysfonctionnements de l'Union des Comores ces dernières années.

Toutefois, il est regrettable de constater que tout ce processus, engagé dans le respect des règles démocratiques, a été déformé et remis en cause.

en effet la surenchère politicienne au niveau national a poussé la communauté internationale sous l'égide de l'Union Africaine, qui nous a accompagné tout au long de ce processus, à imposer aux différentes entités comoriennes, un Accord sur la période Transitoire, que j'ai dû signer avec les Gouverneurs des îles.

Cet accord, présenté par l'Union Africaine comme « à prendre ou à laisser » prévoit les dates du 7 novembre et 26 décembre 2010 pour la tenue respective des primaires sur l'île de Mwali et du premier tour des élections des Gouverneurs des îles, ainsi que des élections présidentielles et du deuxième tour des élections des gouverneurs, et ce contrairement à la décision du Congrès qui fixait ces mêmes élections au 27 novembre 2011, avec l'approbation de la Cour Constitutionnelle.

Toutefois, malgré les imperfections de cet accord j'ai consenti à le signer pour préserver la paix et la stabilité dans mon pays.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous livrer ma profonde conviction qu'il ne peut jamais y avoir de paix ni de stabilité durables aux Comores sans le règlement définitif de la question de l'île comorienne de Mayotte.

C'est pourquoi je voudrais, à nouveau, lancer un appel solennel à l'ensemble des pays membres de l'Union Africaine, pour qu'ils appuient mon pays dans sa quête légitime en faveur du parachèvement de la décolonisation de l'Union des Comores.

Seul le respect des résolutions pertinentes de l'ONU, de l'OUA puis de l'UA et de la Ligue des Etats Arabes permettra, enfin, aux Comoriens de vivre dans la paix, la stabilité et la sérénité, conditions sine qua non à la promotion du développement socio-économique de nos îles.

C'est fort de ce constat que j'ai avancé l'année dernière, du haut de la tribune des Nations Unies, la proposition <>, comme solution à cette crise qui n'a que trop duré.

J'attends toujours de la partie française, une réponse favorable à cette nouvelle proposition pour un règlement définitif de ce différend.

Aussi, comptons-nous sur notre organisation pour qu'elle exige la reconnaissance, par la France, pays des droits de l'Homme et de la démocratie, de l'intégrité des Comores, notamment à travers la suppression du visa injustifié, imposé aux Comoriens des autres îles qui veulent se rendre sur une partie de leur territoire, et qui engendre, entre autres conséquences, la mort de milliers de mes concitoyens.

En effet, selon les statistiques, depuis l'imposition, en 1994, de visas aux autres Comoriens désirant se rendre à Mayotte, il y'aurait entre 6 et 7000 morts dans nos eaux territoriales.

Pour beaucoup de Comoriens et d'observateurs étrangers, les 60 kilomètres qui séparent les îles d'Anjouan et de Mayotte sont devenus la plus grande cimetière de l'Océan Indien.

Ainsi, en défendant, avec succès, l'intégrité territoriale de ses pays membres, notre organisation ne fera que se conformer davantage à ses idéaux de bâtir l'espace de paix, de stabilité et de concorde nécessaire à un réel développement socio-économique, dans l'intérêt de ses peuples.

Permettez moi de rappeler qu'on peut tout refaire, tout refaire, sauf l'histoire et la géographie.

Vive la coopération et la solidarité internationales ! Vive l'Union Africaine ! Je vous remercie.

**[http://www.beit-salam.km/article.php3?id\\_article=1087](http://www.beit-salam.km/article.php3?id_article=1087)**